

**ACTUALITE JURIDIQUE
DU 13 JUIN 2017**

COLLECTIVITES TERRITORIALES/INTERCOMMUNALITE

A signaler les circulaires relatives à l'état civil (transfert des enregistrements/modifications/dissolutions des pacs et procédures judiciaires de changement de prénom et mention du sexe)

ELECTIONS/ELUS/PARLEMENT

A signaler les résultats du 1^{er} tour des législatives.

FONCTION PUBLIQUE

HABITAT/IMMOBILIER/URBANISME

JURIDIQUE/JUSTICE

MARCHES PUBLICS/CONTRATS/DSP

SOCIAL

SOCIETE

A signaler le rapport annuel sur l'état de la France ainsi que l'étude sur le service civique.

DOCUMENTS

COLLECTIVITES TERRITORIALES/INTERCOMMUNALITE

Nouveaux textes

- **Arrêté du 23 mai 2017** (JO du 7 juin 2017) portant **approbation du nouveau cahier des charges des dispositifs de télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité et modifiant la procédure d'homologation.**

- **Circulaire du Ministère de la justice du 10 mai 2017** (publiée le 6 juin 2017) de **présentation des dispositions en matière de pacte civil de solidarité** issues de la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle et du décret du 6 mai 2017 relatif au **transfert aux officiers de l'état civil de l'enregistrement des déclarations, des modifications et des dissolutions des pactes civils de solidarité.**

- **Circulaire du Ministère de la justice du 10 mai 2017** (publiée le 6 juin 2017) de **présentation des dispositions de l'article 56** de la loi n°2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI^e siècle **concernant les procédures judiciaires de changement de prénom et de modification de la mention du sexe à l'état civil.**

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- **Une stratégie nationale pour la collecte et l'accès aux archives publiques à l'ère numérique**, rapport du **Conseil supérieur des Archives** à la **Ministre de la communication et de la culture** publié le 6 juin 2017 :

La ministre de la culture et de la communication a confié en 2016 à Christine Nougaret, vice-présidente du Conseil supérieur des Archives, une mission de réflexion sur la collecte des archives à l'ère numérique et leur communication aux publics. Elle lui avait notamment demandé de s'interroger sur les méthodes et conditions d'évaluation et de sélection des archives électroniques, mais aussi papier, et de proposer une stratégie nationale pour l'accès aux archives dans l'environnement numérique.

Les recommandations formulées par Christine Nougaret concernent à la fois les archives nationales et territoriales, le cadre juridique et les pratiques archivistiques, le numérique et l'analogique.

ELECTIONS/ELUS/PARLEMENT

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- Résultats du 1er tour des **élections législatives du 11 juin 2017**
7ème circonscription, Montreuil général et par bureau de vote

FONCTION PUBLIQUE

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- La **Gazette des Communes** du 12 juin 2017 publie :
 - ***Avenir du statut - Les associations de territoriaux recadrent le débat*** : Après les débats des primaires, puis de l'élection présidentielle, marquée par un violent "fonctionnaire bashing", les principales associations de territoriaux en conviennent : oui, le statut doit évoluer. Mais de façon sereine.
 - ***Déontologie - Une responsabilisation du cadre territorial*** : La loi du 20 avril 2016 a clairement exprimé et renforcé les fonctions de contrôle, déontologique et technique, que doivent exercer les cadres sur les agents placés sous leur responsabilité.
- La **Gazette des Communes** du 5 juin 2017 publie :
 - ***Congé de maladie des agents - Le recours contre les tiers, une façon méconnue de limiter les coûts*** : La personne publique employeur peut, par subrogation, recouvrer auprès du tiers responsable les sommes versées à un agent en congé de maladie par la faute de ce tiers. Par principe les employeurs publics doivent être informés de l'action en responsabilité intentée par un de leurs agents victimes d'un accident à l'encontre d'un tiers.
 - ***Organiser sa procédure de recueil des alertes éthiques*** : Nombre de collectivités et d'EPCI sont astreints à l'obligation d'établir une procédure interne de recueil des alertes éthiques, en application de la loi "Sapin 2" du 9 décembre 2016.

HABITAT/IMMOBILIER/URBANISME

Nouveaux textes

- **Arrêté du 2 juin 2017** (JO du 13 juin 2017) définissant le **champ d'application de l'obligation faite aux notaires d'effectuer par voie électronique leurs dépôts de documents auprès des services chargés de la publicité foncière** :
Le **décret du 4 mai 2017** portant obligation pour les notaires d'effectuer par voie électronique leurs dépôts de documents auprès des services chargés de la publicité foncière institue à la charge des notaires une obligation de dépôt par voie électronique de certains documents. Cet arrêté définit le champ d'application de cette obligation, qui s'applique aux seuls documents qui sont établis par acte notarié ou qui requièrent l'intervention d'un notaire (actes de vente, déclarations de plus-value immobilière, servitudes, attestations après décès, radiations...).

- ***Arrêté n°2017-1566 de la Préfecture de la Seine-Saint-Denis du 15 mai 2017*** (BIA du 6 juin 2017) portant **renouvellement de la commission locale d'amélioration de l'habitat**.

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- ***Comment valoriser son patrimoine immobilier***, dossier publié dans la **Gazette des Communes** du 12 juin 2017 :

Le parc immobilier des collectivités, héritage disparate de leur histoire, est une richesse qui peut s'avérer coûteuse. Depuis plusieurs années, la Cour des comptes et Bercy invitent les villes à valoriser ce patrimoine souvent mal connu et négligé.

- ***Permis de construire précaire - Ou comment autoriser des travaux non conformes aux règles d'urbanisme***, analyse publiée dans la **Gazette des Communes** du 5 juin 2017 :

Sous réserve du respect de certaines conditions, le permis de construire précaire permet néanmoins de s'affranchir du respect des règles d'urbanisme. Ce permis ne s'envisage que dans le cas d'édification de construction non permanente ou de structures temporaires visant à lutter contre l'habitat insalubre.

JURIDIQUE/JUSTICE

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- ***Tribunal des Conflits, 15 mai 2017, M. E. c/ Commune de Damas et Bettegney*** (n°4081) :

L'ordre de juridiction judiciaire est compétent pour connaître d'une opposition à état exécutoire émis par une commune pour que soit pris en charge le coût des travaux de remplacement d'une borne d'incendie par la personne privée à laquelle est imputée la dégradation de cette installation.

MARCHES PUBLICS/CONTRATS/DSP

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- ***Contrats publics - Occupations domaniales, la fin du gré à gré***, article juridique publié dans le **Moniteur** du 9 juin 2017 :

L'ordonnance du 19 avril 2017 prévue par la loi Sapin 2 vient imposer, au 1er juillet prochain, des obligations de publicité et/ou de mise en concurrence.

- ***Conseil d'État, 24 mai 2017, Syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU) de la station d'épuration du Limouxin c/ Société d'aménagement urbain et rural (SAUR)*** (n°407264) :

La délibération par laquelle l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale se prononce sur le principe d'une délégation de service public (DSP) ne peut être regardée comme la première étape de l'engagement d'une consultation en vue de l'attribution d'une concession.

- ***Conseil d'État, 17 mai 2017, Communauté de communes de Petite Camargue c/ Conseil régional de l'ordre des architectes du Languedoc-Roussillon (n°396034) :***

Dans cette décision, le CE rappelle que dans le cadre d'une consultation en vue de l'attribution d'un marché de maîtrise d'œuvre, toute remise de prestation doit donner lieu au versement d'une prime.

- ***Cour Administrative d'Appel de Paris, 25 avril 2017, Société Thyssenkrupp Ascenseurs c/ Ville de Paris (n°16PA00257) :***

Dans cette décision, la CAA a rappelé l'importance de respecter le formalisme établissant la réalité du service fait afin d'obtenir le paiement de prestations dans le cadre d'un marché public.

SOCIAL

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- Lors du **Conseil des Ministres du 7 juin 2017**, la secrétaire d'Etat chargée des personnes handicapées a présenté une ***communication intitulée «Handicap : une priorité du quinquennat»***.

SOCIETE

Projets de loi, jurisprudence, commentaire

- ***Réconcilier la France***, rapport annuel sur l'état de la France du **Conseil économique, social et environnemental du 2 juin 2017 :**

La France se trouve à un moment de son histoire qui appelle un sursaut collectif. Les Français.e.s figurent en effet parmi les européen.ne.s les plus pessimistes pour le futur de leur pays. La France rencontre certes de réels problèmes en matière d'emploi, d'innovation, d'endettement ou de réponses à la crise écologique. Mais notre incapacité à définir un projet commun aggrave la situation : de ce fait, nous ne nous mobilisons pas assez autour des atouts du pays afin d'affronter les défis du XXI^e siècle. à l'origine de cette difficulté, on trouve en particulier la tension entre une ambition élevée en matière d'égalité, largement partagée par nos concitoyen.ne.s, et sa mise en œuvre imparfaite. Si la France reste un des pays les moins inégalitaires, grâce notamment à la redistribution opérée par l'action publique, ces inégalités se sont sensiblement accrues ces dernières années, creusant l'écart entre réalité et objectifs affichés. Pour y remédier, le CESE propose des pistes pour refonder la cohésion sociale et remobiliser la société autour de la préparation de son avenir

- ***Service civique : quel bilan ? quelles perspectives ?***, étude du **Conseil économique, social et environnemental du 26 mai 2017 :**

Les révoltes dans les banlieues en 2005 ainsi que la vague d'attentats que traverse notre pays depuis 2015 ont conduit les pouvoirs publics à se saisir de la jeunesse comme vecteur du vivre

ensemble. Le Service Civique porte en lui cette ambition, si bien qu'à l'occasion de ses cinq ans en mars 2015, le Président de la République a annoncé son universalisation afin que chaque jeune qui souhaite s'engager sur une mission d'intérêt général puisse le faire. S'il n'est pas clairement remis en cause aujourd'hui, la tentation est grande pour certain.e.s responsables politiques de lui conférer un caractère obligatoire et plus contraignant, voire militaire pour les plus nostalgiques de la conscription nationale. Convaincu que le Service Civique doit rester volontaire et par la pertinence de sa généralisation, le CESE avance plusieurs pistes pour offrir des missions de qualité et en nombre suffisant, tout en veillant à ce que les objectifs de mixité sociale et de cohésion nationale qui lui sont fixés par la loi du 10 mars 2010 soient atteints.